



LOI N° 2012 - 001  
PORTANT CODE DES INVESTISSEMENTS  
EN REPUBLIQUE TOGOLAISE EST  
MAINTENANT **DISPONIBLE**



MINISTÈRE DU COMMERCE ET DE  
LA PROMOTION DU SECTEUR PRIVE

Célébration de la journée  
internationale de la femme  
Les femmes seront encore  
à l'honneur ce 08 mars

P6



# WATRAA

## Les Vainqueurs

Hebdomadaire Togolais d'Informations et d'Analyses 05 Mars 2015 N° 061 - Prix 250 F CFA

**Projet d'électrification rurale au Togo**

P6

D'énormes avancées enregistrées depuis 2010



**Problématique de la crédibilité du fichier électoral**

La CENI en œuvre pour la suppression des doublons,  
CAP 2015 s'investit dans une démarche inutile

P3

**Les nostalgiques des violences  
électorales refont surface**

**Les ODDH «made in Togo»**

P2

appellent au boycott du scrutin

**Pour une élection présidentielle apaisée**

**L'AJCYT invoque ALLAH au  
cours d'une prière spéciale**

P2



**Election présidentielle du 15 avril prochain**



**Match retour entre Faure et Fabre,  
Gogué arbitre central avec deux juges de  
touches : Tchassona Traoré et Gerry Taama.**

P3

**Malaise social**

**La STT se verrait-elle investie d'un devoir  
divin pour les fonctionnaires togolais ?**

P7

# Les nostalgiques des violences électorales refont surface

## Les ODDH «made in Togo» appellent au boycott du scrutin

Les togolais iront aux urnes le 15 avril prochain pour désigner le président de la République. Dans les états majeurs des partis qui prendront part à cette élection, on s'active pour se donner le maximum de chance afin de l'emporter au soir du 15 avril.

Mais curieusement, certaines organisations de la société civile, des organisations régies normalement par la loi de 1901 sur les associations et dont la vocation n'est pas politique, sont montées



au créneau pour appeler à l'arrêt du processus électoral en cours. Ce n'est pas la première fois que ces organisations s'invitent dans le débat politique. Depuis 2012 en



effet, des anarchistes togolais, sous la direction d'un certain Ajavon Zeus ont mis sur pieds une structure de vandalisation dénommée Collectif Sauvons le

Togo. Cette structure avait pour objectif de provoquer la chute du président Faure par les manifestations de rues. Ces anarchistes avaient même réussi à embarquer dans leur aventure des partis politiques de l'opposition dont l'ANC, pourtant bien représenté à l'hémicycle.

A quelques semaines de l'élection, l'ANC qui cherche à conquérir le pouvoir s'est démarqué de ce courant anarchiste en présentant la candidature de son chef Jean-Pierre Fabre à la présidence de

la République.

L'action de ces ODDH nuit considérablement à l'image de la société civile togolaise et tout le monde se pose la question sur la santé mentale de ceux qui dirigent ces organisations. Il faut aussi relever que ces organisations veulent toujours entretenir un climat de tension afin de solliciter du financement de l'extérieur pour se remplir les poches. La population doit alors se démarquer de businessmen.

*W. Maleki*

## Pour une élection présidentielle apaisée

### L'AJCYT invoque ALLAH au cours d'une prière spéciale

L'Amicale des Jeunes Cadres Yorouba au Togo (AJCYT) a organisé le 1<sup>er</sup> mars dernier une prière spéciale pour une élection présidentielle apaisée au Togo. Organisée au siège de l'amicale à Djidjôle, la prière a rassemblé autour des jeunes cadres yorouba au Togo des fidèles musulmans avec à leur côté le Président de la communauté nigériane au Togo, le Représentant du Chef de la communauté yorouba, les membres de



l'Association des commerçants yorouba de Dékon, des prédicateurs,

des parents et parrains de l'AJCYT. Dans son mot de cir-



constance le président de l'AJCYT a signifié qu'au-delà de l'acte religieux

que revêt cette prière c'est au fait un devoir citoyen pour ces jeunes

*Suite à la p 4*

Siège : Derrière EPP Kélégougan  
Tél : 90-02-52-45 / 22-35-81-95  
E-mail : micheltchadja@yahoo.fr  
c/s Casier N° 087. 13BP152  
LOME-TOGO

**DIRECTEUR DE PUBLICATION**

Michel Yao TCHADJA  
(alias Ezi Akoma)  
Cel : 90-02-52-45 / 22-32-92-57

**SECRETAIRE DE REDACTION**

Pamphile S. NUMENYA

**REDACTION**

Ezi Akoma  
W. Maléki  
Achile  
A. Fic  
Jack Nukunu  
Hubertine Akouvi  
Séna Le Libre Penseur

**INFORMATICIEN**

Pamphile S. NUMENYA

**IMPRIMERIE**

La Colombe  
Tirage : 3.000 Exemplaires  
Réécupéré N° 0471/29/05/13/HAAC

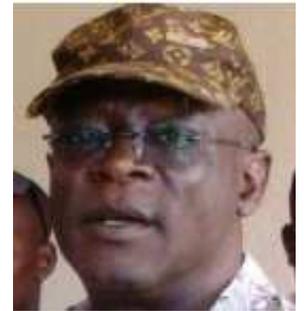
**Annonces et pubs :  
appelez le 90-02-52-45**

**Retrouvez  
votre journal  
WARAA  
Les Vainqueurs  
chaque jeudi  
dans les kiosques**

**Numéros Utiles**

|                                     |                    |
|-------------------------------------|--------------------|
| CHU Tokoin :                        | 22-21-25-01        |
| CHU Campus :                        | 22-25-77-68        |
|                                     | 22-25-47-39        |
|                                     | 22-25-78-08        |
| Commissariat Central :              | 22-21-28-71        |
| Sûreté Nationale :                  | 22-22-21-21        |
| Pompiers :                          | 118 ou 22-21-67-06 |
| Gendarmerie (Secours et assistance) | 172 ou 22-22-21-39 |
| Police secours                      | 117                |

# Election présidentielle du 15 avril prochain Match retour entre Faure et Fabre, Gogué arbitre central avec deux juges de touches : Tchassona Traoré et Gerry Taama.



L'élection présidentielle à venir sonne comme un match retour entre le président Faure et le leader de l'opposition Jean-Pierre Fabre. Au match aller en 2010 et sous les couleurs de l'UFC, Jean-Pierre Fabre avait été battu. Faure était crédité de 60% des voix contre 34% pour Jean-Pierre Fabre. En prélude au match qui doit se jouer en avril 2015, une confrontation amicale avait

été organisée en juillet 2013 entre le parti UNIR du président Faure et l'ANC de Jean-Pierre Fabre. Là encore, le parti de Faure a obtenu 62 députés contre 16 pour le parti de Fabre. Tous les indicateurs montrent que Faure Gnassingbé remportera le match retour, à moins qu'un excès de confiance lui crée la surprise et surtout que

Fabre ne veut pas porter l'étiquette de l'éternel vaincu. Quant à Aimé Gogué, sa position géopolitique fait de lui un d'arbitre car, s'il ratisse large, il pourra nuire à l'un des candidats. Si une bonne partie des électeurs de l'opposition le suit, cela pourra faire mal à Jean-Pierre Fabre. Si au contraire ce sont les électeurs de Faure qui au dernier moment préfèrent suivre Gogué, cela arran-

gerait Jean-Pierre Fabre. Pour les sieurs Tchassona Traoré et Gerry Taama, il n'y a pas d'illusion à se faire. Eux-mêmes n'ayant pas réussi à se faire élire député à l'Assemblée, ils se présentent pour amuser la galerie et peut être participer aux discussions après leur défaite avec le vainqueur et profiter pour quémander des postes dans un gouvernement de large

union comme on a connu de par le passé. L'élection présidentielle n'est pas la pêche aux «tilapia» où chacun jette son filet en espérant attraper du poisson. Mais l'histoire retiendra quand même que le notaire Tchassona Traoré et l'ex-officier Taama avaient été candidats à une élection présidentielle au Togo.

W. Maléki

## Problématique de la crédibilité du fichier électoral La CENI en œuvre pour la suppression des doublons, CAP 2015 s'investit dans une démarche inutile

Dans sa démarche d'organisation et de supervision d'une élection présidentielle transparente et équitable cette année, la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) a sur insistance de certains partis politiques et surtout de Albert OLYMPIO, président du Parti des Togolais envoyé le fichier électoral en version PDF aux différents partis. Après étude de ce fichier, le CAP 2015 a animé le 3 mars dernier une conférence de presse au cours de laquelle il a déclaré que le fichier n'était pas crédible. Les partis politiques regroupés autour de l'ANC deman-

dent alors une phase d'audit du fichier électoral de 2013, sur la base duquel la révision des listes électorales a été faite du 20 janvier au 23 février 2015. Le CAP 2015 dit avoir découvert plus de 29 000 doublons sur un échantillon de 50 Centres de Recensement et de Vote (CRV). Selon les « experts » de cette coalition, le fichier électoral comporte de « doublons sur noms », de « doublons sur numéros de cartes » et des « usurpations d'identité ». Le candidat du CAP 2015 va loin pour parler de l'enrôlement des mineurs. Au regard



de cette situation, Jean Pierre Fabre promet se battre pour obtenir l'audit du fichier électoral. Habitué à bondir sur les combats qu'initient les autres partis de l'opposition, Jean pierre Fabre agit déjà comme si c'était lui qui avait exigé à avoir le fichier électoral. Sans la

lutte de Alberto OLYMPIO, Fabre était déjà prêt à aller à la présidentielle avec le fichier actuel. Il faut aussi souligner que si la CENI ne voulait pas jouer le jeu de la transparence, elle ne devrait pas livrer le fichier aux partis. Au cours d'une conférence

de presse animée au siège du Parti des Togolais, Alberto OLYMPIO avait lui-même affirmé que le ministre BAWARA lui avait dit à son bureau que le fichier contenait des doublons. Conscient de ce fait la CENI va à l'issue de la révision des listes électorales débarasser le fichier de tous les doublons. Le CAP 2015 se lance dans un combat inutile et si possible à travers des marches inopportunes pour une question qui sera prise en compte par la CENI dans de très prochains jours.

Jack NUKUNU

## Course vers le fauteuil présidentiel

### Que cache le désistement du candidat de première heure Alberto OLYMPIO ?

Dans l'attente de la publication définitive de la liste des candidats en lice pour la présidentielle de 2015, on retient pour le moment 5 candidats. Il s'agit de Gerry Taama du NET, Aimé Gogué de ADDI, Tchassona Traoré du MCD, de Jean Pierre Fabre du CAP 2015 et de Faure Gnassingbé de UNIR. Déjà une semaine avant le dépôt des candidatures, les interventions des responsables du Parti des Togolais sur les médias de la place portaient à croire que leur candidat Alberto Olympio ne fera plus partie de la lutte électorale. En effet, ce parti voulait avoir accès au fichier électoral pour s'assurer de sa crédibilité avant de positionner leur candidat. Bien que la CENI ait remis le fichier en version PDF aux partis, Alberto OLYMPIO a refusé de poser sa candidature. Il veut obligatoirement avoir accès aux machines de la CENI. Face à cette situation, on se demande si l'homme

n'avait pas une stratégie cachée en réclamant le fichier électoral. Sorti de nulle part, il a fait irruption sur la scène politique 1 ans avant l'élection de 2015 avec un optimisme démesuré. Pendant que les anciens partis de l'opposition étaient la croisée des chemins Alberto OLYMPIO sillonnait déjà le pays pour annoncer sa candidature et invitait même les togolais de la diaspora à revenir en masse pour s'inscrire sur la liste électorale. Il est l'un des premiers candidats à dévoiler clairement son programme de campagne à travers son livre « je prends le parti des togolais ». Aujourd'hui, après un investissement assez important fait en période préélectorale, le désistement de Alberto OLYMPIO cache d'autres raisons contrairement à ce que ce parti tente de défendre.

Après une tournée nationale, le nouveau venu dans la politique togolaise s'est rendu compte

que le terrain n'était pas aussi accessible comme il l'imaginait depuis sa terre étrangère. Déterminé à réussir là où ses devanciers ont échoué, Alberto Olympio est aujourd'hui victime de son optimisme surdimensionné. En effet, l'Afrique en général n'est pas une terre où les expatriés peuvent facilement influencer les populations par leurs moyens financiers. Alberto n'a pas pris le temps de s'installer et de se faire connaître par la population avant de dévoiler son agenda politique. Il a voulu plutôt jouer plutôt sur la pauvreté des populations en se présentant comme un homme assez riche qui est prêt à investir sa



fortune dans le développement du pays. Jeune Informaticien de son état, Alberto OLYMPIO est souvent cité comme l'un des acteurs de la victoire de l'actuel président malien IBK. En voulant obligatoirement avoir accès au fichier électoral, il veut manipuler la base des données en sa faveur. Sinon comment comprendre qu'au moment où la CENI a vulgarisé la version PDF du fichier et

quelle est en œuvre pour supprimer les doublons, Alberto OLYMPIO refuse de poser sa candidature ? Et si tous les candidats exigeaient à toucher la base des données, à quand la CENI, arrivera-t-elle à organiser le scrutin proprement dit ? Au regard de ce qui précède, Alberto OLYMPIO dans l'incapacité de mobiliser le peuple et ne pouvant pas avoir accès au fichier électoral pour une quelconque manipulation se voit dans l'obligation de se retirer au risque d'obtenir au lendemain du scrutin un score électoral à la manière Nicolas LAWSON.

Jack NUKUNU

### Pour une élection présidentielle apaisée L'AJCYT invoque ALLAH au cours d'une prière spéciale

Suite de la p 2

cadres yorouba, fortement enracinés au Togo, d'implorer l'Eternel tout puissant pour des élections paisibles dans notre pays. L'amicale a saisi l'occasion de sensibiliser ses membres et partant tout le Togo aux actes civiques qui concourent à l'apaisement et à une élection non violente. Le Président a aussi demandé aux membres de sa communauté d'éviter de rester en marge des questions sociales au risque de se comporter en victimes ou exclus. Il faut dit-il être proactifs et partager

les valeurs qui contribuent à la paix et à la cohésion sociale.

Rappelons que l'amicale a pour objectifs entre autres de promouvoir l'instruction des jeunes yorouba, d'encourager l'entrepreneuriat ou l'initiative privée et de promouvoir le bien-être et le progrès social des membres.

C'est dans une ambiance festive que ces jeunes se sont séparés tout en souhaitant organiser ses séances de prières à travers tout le pays.

La rédaction

### Jean-Louis Borloo vient en appui aux efforts de l'Afrique Il a présenté sa fondation en France pour l'électrification du continent

En France, l'ancien ministre Jean-Louis Borloo a présenté ce mardi 3 mars à Paris sa fondation pour l'énergie en Afrique dont l'ambition est d'électrifier le continent d'ici à 2025. A ce jour, 600 millions d'Africains, soit deux tiers de la population du continent, vivent sans électricité.

Selon Jean-Louis Borloo, il faut investir 200 milliards d'euros sur les dix prochaines années pour atteindre cet objectif d'électrifier le continent d'ici à 2025. L'ancien ministre - qui s'est retiré de la vie politique il y a presque un an - propose donc de mobiliser 50 milliards d'aide internationale, et notamment les fonds déjà promis en 2009 à Copenhague. Ensuite, selon lui, les investisseurs privés suivront.

Cette aide internationale sera alors mise à disposition d'une Agence africaine de l'électrification, avec un directeur africain et des experts qui décideront de financer tel ou tel projet local, national ou régional, sans poser des conditions de dé-



mocratie ou de respect des droits de l'homme.

Cette agence est encore à créer et Jean-Louis Borloo poursuit son travail de mobilisation. Ces derniers mois, il a déjà rencontré 33 chefs d'Etat africains et son rêve est que cette agence soit mise sur pied avant fin juin. Ainsi, le travail pourrait commencer avant la Conférence de Paris sur le climat, en décembre. Le chef de l'Etat français François Hollande a lui-même fait une visite surprise pour apporter et affirmer « l'appui de la France » à ce projet.

Jean-Louis Borloo a aussi rappelé que l'électrification de l'Afrique était aussi pour la France et l'Europe de nouveaux marchés en perspec-

tive. « Pourquoi est-ce que ce continent (africain) est à 25 % d'accès à l'énergie alors que le standard mondial est à 92 % ? L'électricité, cela demande un effort gratuit public de démarrage. On n'a pas fait les centrales uniquement avec les prêts du marché ; ce sont des biens publics. Alors, ces Etats jeunes n'ont pas les financements pour cela et nous sommes dans quelque chose de paradoxal, c'est que les énergies, éternelles si j'ose dire, à savoir le vent, le soleil, l'hydroélectricité, sont partout en Afrique, différemment selon les endroits, les moins chères à produire au monde », a déclaré Jean-Louis Borloo « Nous savons, nous pouvons permettre à l'Afrique d'avoir une énergie partout, c'est-à-dire des programmes de villages, des programmes par projet, par hôpital, par écoles... Et ce sont eux qui le disent. Ils ont besoin d'un outil spécialisé, une agence spécialisée, non pas tutelle de l'Afrique mais à la disposition des Etats, des villes, des projets et des organisations régionales », a ajouté Jean-Louis Borloo.

Pour tout renseignement,  
information ou conseil

contacter le centre d'appel  
au N° VERT

8201



FEDERER POUR BATIR  
www.otr.tg

## Le vrai faux candidat au prise avec la justice Alberto OLYMPIO serait inculpé pour faux en écriture

**L'éphémère candidat à l'élection présidentielle du 15 avril prochain, Alberto OLYMPIO a été inculpé il y a quelques jours par la justice togolaise sur plainte d'un des principaux bailleurs de fonds de sa société AXXEND. Contrairement aux informations relayées dans la presse, aucune mesure coercitive ne pèse sur l'intéressé à ce stade de la procédure, selon une source judiciaire.**

Le Président du Parti des Togolais, Alberto OLYMPIO a été inculpé il y a quelques jours par la justice togolaise. Les N° 61 - Jeudi 05 Mars - 2015

principaux bailleurs de sa société informatique AXXEND, notamment Cauris Croissance et le fonds d'investissement Africinvest ont porté plainte contre le petit-neveu de Sylvanus OLYMPIO pour faux en écriture. Ils lui reprochent d'avoir conçu et produit de faux relevés de comptes pour masquer des irrégularités dans sa comptabilité.

En effet, ces deux fonds avaient pris part au capital de la société de monsieur OLYMPIO pour un montant de

plus de 3 milliards, en capital et en quasi-capital. Dans ce genre de montage financier, explique un spécialiste, les investisseurs bénéficient d'un droit de regard sur l'activité du partenaire, effectuent des contrôles et participent à la gouvernance. Au cours d'un audit de routine fin 2013, ils auraient découvert des irrégularités, au niveau notamment des mouvements de trésorerie ; avec un virement régulier de chiffres d'affaires vers des comptes suspects, dont un appartenant à une société détenue par la famille d'Alberto. Sommé de s'expliquer, il aurait alors

produit des relevés de comptes falsifiés d'une banque ivoirienne. Muni d'une ordonnance du Tribunal de première instance d'Abidjan, les avocats des plaignants se sont rendus à la banque en question pour avoir accès aux comptes de la société. L'établissement bancaire leur confiera n'avoir jamais produit de tels relevés. Ils découvriront également que les montants qui y figurent sont mille fois inférieurs à ceux du solde réel de la société. Ils décident donc de porter plainte.

Si les responsables de

Cauris et d'Africinvest gardent pour le moment le silence, « préférant donner la primeur du dossier au juge et se refusant à participer à toute polémique », d'autres sources indiquent que le faux en écriture n'est qu'une partie marginale du dossier, qui serait celui d'une vaste machine d'escroquerie, de fraudes et de faux, avec des ramifications jusqu'aux Etats-Unis ». Pour l'heure, l'entourage de monsieur OLYMPIO crie au complot politique et n'aborde pas encore le fonds des accusations.

# Projet d'électrification rurale au Togo

## D'énormes avancées enregistrées depuis 2010

L'Etat togolais à travers la Direction Générale des mines et de la Géologie (DGMG) a mené plusieurs activités qui concourent au développement du pays. Dans cette parution, nous allons les projecteurs sur le vaste chantier de l'électrification rurale en mettant en exergue les réalisations faites dans ce domaine depuis 2009. Dans le souci de réduire la pauvreté en augmentant l'accès des populations rurales aux services énergétiques, le gouvernement togolais a accordé une importance particulière à l'électrification rurale. Il met alors les moyens à travers le BIE et cherche aussi du financement extérieur pour accomplir sa mission. Ce projet est alors confié à la CEET qui aussi ne ménage aucun effort pour l'accomplissement du vœu du gouvernement, celui d'avoir une large couverture d'électrification de la zone rurale.

En 2014, 500 millions de FCFA ont été alloués à l'électrification rurale pour couvrir plusieurs localités dont Nawaré, Koumongoukan Gapé Atiho, Gapé Todomé, Gapé Lanvo, Koka et éclairage public à Adjengré. Pour revenir aux actions antérieures, le Programme de réhabilitation des structures de production d'énergie et le programme d'électrification rurale mis en place par l'Etat ont permis d'électrifier plusieurs localités par groupes électrogènes et par extension réseau, les grands artères de la ville de Lomé en 2009. Dans ce cadre, les Groupes électrogènes ont été placés à Mango, Tsifama, Yégué, Etat-major, Kpékpémé, Saligbé, Ahassomé, Tado, Tohoun, groupe mobil etc... la localité d'Agbandi a été aussi électrifiée.

En 2010, 500 millions de FCFA ont permis d'électrifier plusieurs localités dans les régions Maritime et Savanes. Le projet d'électrification rurale financé par la BIDD à hauteur de 6,5 milliards de FCFA à travers un projet qui couvre environ 70 localités rurales réparties dans les cinq régions économiques et le projet d'électrification transfrontalière ont été aussi réalisés.

Toujours dans la recherche des moyens financiers, deux accords de prêt avaient été signés pour le secteur de l'énergie en 2011. Le premier concerne 20 milliards de FCFA pour le projet de Renforcement et de construction des alimentations en énergie électrique au Togo pendant que le second concerne le projet d'électrification rurale phase 2 d'un montant de 15 millions de dollars US. Le programme d'électrification rurale sur le financement de l'Etat a continué, et a permis d'électrifier des localités dans les régions de la Kara, Centrale et Plateaux. En 2011 aussi, le secteur a bénéficié de l'appui de la Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO (BIDD) à hauteur de 6,5 milliards de FCFA à travers un projet qui couvre environ 70 localités rurales réparties dans les cinq régions économiques avec la construction de 160 km de réseau BT et 248 km de réseau MT. Dans cette même vision il a été initié un projet d'électrification transfrontalière avec le Ghana, sur le financement de l'Union Européenne.

Pour 2011, l'électrification rurale aura ainsi été de 45 villages électrifiés dans le cadre du projet BIDD et près d'une vingtaine de localités dans les préfectures de DANYI et WAWA par la construction de 60 Km



de ligne MT et de 20 Km de ligne BT dans le cadre de l'électrification transfrontalière sur financement de l'Union Européenne (UE) et la contribution des Sociétés d'électricité du Togo (CEB et CEET) et celle du Ghana- Electricity Company of Ghana (ECG). Bien que l'appui de l'Etat ait diminué en 2010, il a permis d'électrifier les localités de Gadjagan, et Notsè-Monu en éclairage public. Le financement de la Société Nationale

des Phosphates du Togos (SNPT) a permis aussi d'électrifier Nyita, Dagbati, Akoumapé. En 2013 également le financement de la SNPT a permis d'électrifier une dizaine de localités dans les zones minières, de construire des écoles et centres de santé. Le programme d'éclairage public a permis d'électrifier les chefs-lieux des préfectures. Les localités de Gbodjomé, Abréwokor, Kaniamboua, Toaga, et

Katindi ont été électrifiées grâce à 100 millions qui ont été alloués pour faire l'électrification rurale. Les travaux du projet d'électrification rurale phase 2 ont débuté avec l'électrification de Djagblé à la fin de l'année.

Pendant les 5 dernières années donc, l'investissement dans l'électrification rurale est énorme mais les attentes sont encore grandes. Rien qu'à prendre les périphéries de la capitale, le gouvernement doit œuvrer pour l'extension de l'électricité dans ces zones afin de lutter contre le phénomène des « fils araignées » qui non seulement donne une mauvaise image de la ville mais peuvent aussi être à la base d'énormes dangers.

J. N.

## Célébration de la journée internationale de la femme

### Les femmes seront encore à l'honneur ce 08 mars

Une fois encore, la femme sera célébrée à travers le monde le 08 mars prochain, la date que l'Organisation des Nations Unies (ONU) a choisi pour manifester sa reconnaissance à l'endroit des femmes quelque soit leur origine, leur couleur, leur religion ou leur obédience politique. Cette année le thème retenu pour la célébration est : « Autonomisation des femmes - Autonomisation de l'humanité : Imaginez ! ». Ce thème n'est pas anodin compte tenu du rôle central que jouent les femmes dans chaque société.

Au TOGO, le gouvernement conscient de l'apport de la femme dans l'édification d'une société



forte susceptible d'impulser le développement au plan national, est à la manœuvre depuis quelques jours. En prélude à cette célébration, la Ministre en charge de la Femme Dédé Ahoéfa Ekoué a délivré le lundi 02 mars un message à l'endroit de la population, en mettant l'accent sur les efforts du gouvernement pour l'autonomisation de la femme.

En plus de l'amélioration de la scolarisation des filles, la réduction du

taux de pauvreté dans les ménages dirigés par les femmes, la diminution du taux de sous-emploi des femmes, l'illustration la plus récente des actions du gouvernement en faveur des femmes selon la ministre est la mise en œuvre du Fonds National de Finance Inclusive (FNFI). Ce programme mis en place par le gouvernement a permis d'atteindre 297 900 femmes sur les 331 021 personnes bénéficiaires.

Malgré toutes ces avancées, elle reconnaît dans son discours que beaucoup de défis restent à relever pour l'autonomisation complète de la femme au Togo. Plusieurs activités sont au programme no-

## Malaise social

# La STT se verrait-elle investie d'un devoir divin pour les fonctionnaires togolais ?

Depuis son irruption sur la scène syndicale au Togo en 2012, la Synergie des Travailleurs Togoïses (STT) porte une plate-forme de revendication sociale qui n'a pas ou qui a très peu évolué. Cette plate-forme de revendication qui a longtemps été négociée et renégociée a obtenu des points de satisfaction qui font aujourd'hui la satisfaction des fonctionnaires. De 2012 à aujourd'hui les avancées sociales sont considérables et ces avancées sont à mettre au crédit des leaders de la STT, à leur ténacité et à la force leur conviction. Ces messieurs et dames ont fait naître un syndicalisme nouveau et font la fierté des travailleurs togolais. Mais au-delà des acquis



enregistrés la STT fait montre d'un radicalisme déconcertant vis-à-vis de son partenaire qu'est l'Etat. Car comment comprendre qu'un simple mot déplacé d'un ministre ou du Premier Ministre puisse faire l'objet de grève ? A ce que nous sachions, le monde syndical est régi par des lois que semblent ignorer les responsables de la STT. En matière syndicale, lorsque les partenaires sont en négociation et plus est en situa-



tion de préaccord, tous les mouvements d'humour cessent. C'est le moins qu'on puisse dire. Au lendemain de la signature du relevé de conclusion, le front social devrait naturellement retomber, mais cette relative accalmie a été battue en brèche par la position de la STT qui a mis en scelle sa base comme pour mettre en alerte le gouvernement. Dans cette agitation sociale, si le gouvernement doit être indexé, ce sera

pour le dilatoire dont il a fait toujours montre. Les partenaires sociaux ne croient plus en une seule promesse du gouvernement car disent ils « le gouvernement promet mais ne tient pas parole ». Ce gouvernement disons-nous la vérité est rattrapé par sa gestion hasardeuse des recrutements. Ceux qui se lamentent que leurs conditions de vie ne sont pas bonnes, n'étaient pas les meilleurs lors des différents recrutements que le pays a connus. Ils sont là, pour la plus part, grâce à des magouilles de toutes sortes, des copinages et autres. Concernant le monde enseignant, l'on se rappelle que certains de ceux qui réclament aujourd'hui sont ceux

qui ont volontiers accepté remplacer les enseignants grévistes de l'an 2000 qui ont été licenciés pour les mêmes motifs par le gouvernement togolais. Comment peuvent-ils s'étonner de l'attitude du gouvernement aujourd'hui ? Ne nous voilons pas la face. Au-delà de la légitimité des réclamations des travailleurs et des responsables de la STT, il se pose un problème de stratégie de lutte. Un expert en stratégie de négociation disait : « un acquis syndical si minime soit il doit être accepté et consolidé afin de permettre une nouvelle revendication. Si on veut avoir tout, tout de suite, on risque de récolter des promesses non tenues ».

La Rédaction

## Célébration de la journée internationale de la femme Les femmes seront encore à l'honneur ce 08 mars

Suite de la p 6

tamment le lancement officiel qui a eu lieu le mardi 03 mars à Atakpamé avec l'apothéose le vendredi 06 mars prochain au palais de congrès de Lomé

**Comment le 8 mars est devenu la Journée Internationale des Femmes ?**

La légende veut que l'origine du 8 mars remonte à une manifestation d'ouvrières américaines du textile en 1857, événement qui n'a en réalité jamais eu lieu ! En revanche, l'origine de cette journée s'ancre dans les luttes ouvrières et les nombreuses manifestations de femmes réclamant le droit de vote, de meilleures conditions de travail et l'égalité entre les hommes et les femmes, qui agitèrent l'Europe, au début du XXe siècle.

La création d'une Journée internationale des femmes est proposée pour la première fois en 1910, lors de la conférence internationale des femmes socialistes, par Clara Zetkin, et s'inscrit alors dans une perspective révolutionnaire.

La date n'est tout d'abord pas fixée, et ce n'est qu'à partir de 1917, avec la grève des ouvrières de Saint Pétersbourg, que la tradition du 8 mars se met en place. Après 1945, la Journée internationale des femmes devient une tradition dans le monde entier.

La date est réinvestie avec le regain féministe des années 70 et la Journée internationale des femmes est reconnue officiellement par les Nations Unies en 1977, puis en France en 1982. C'est une journée de manifestations à travers

faire un bilan.

La Journée des femmes reste aujourd'hui d'une brûlante actualité. Car tant que l'égalité entre les hommes et les femmes ne sera pas atteinte, nous aurons besoin de la célébrer.

**8 mars et les dates clés**

**8 mars 1910**

C'est à la conférence internationale des femmes socialistes de 1910 que l'idée d'une « Journée In-

ternationale des Femmes » est décidée.

**8 mars 1911**

Un million de femmes manifestent en Europe.

**8 mars 1913**

Des femmes russes organisent des rassemblements clandestins.

**8 mars 1914**

Les femmes réclament le droit de vote en Allemagne.

**8 mars 1915**

À Oslo des femmes défendent leurs droits et réclament la paix.

**8 mars 1917**

À Saint Pétersbourg des

ouvrières manifestent pour réclamer du pain et le retour de leurs maris partis au front.

**8 mars 1921**

Lénine décrète le 8 mars journée des femmes.

**1946**

La journée est célébrée dans les pays de l'Est.

**8 mars 1977**

Les Nations Unies officialisent la Journée Internationale des Femmes.

**8 mars 1982**

Statut officiel de la Journée en France.

La rédaction

**SAVOIR NEWS**

La Première Agence de Presse Privée au Togo

[www.savoirnews.net](http://www.savoirnews.net)

L'INFO en continu 24H/24

Tél (228) 90 04 19 64 / 91 45 34 50 / 99 35 29 23

E-mails : [savoir.news@yahoo.fr](mailto:savoir.news@yahoo.fr) / [info@savoirnews.net](mailto:info@savoirnews.net)

Ne fermons pas les yeux...!  
**LE RISQUE EST RÉEL**



Ministère du Commerce  
et de la Promotion du Secteur Privé

